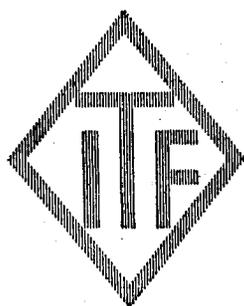


FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT
PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST



N°12
6ème année.

Amsterdam, le 11 Juin 1938.

Le directeur du Bureau (I.T.F. Le "Rapport du Directeur"
international du Tra- préparé par M. Harold Butler, le
vail sur la politique Directeur du Bureau international
sociale nazie. du Travail sur le développement de

la situation sociale en 1937, con-

tient un exposé frappant des mesures prises sur le terrain
social par l'Allemagne nazie. Nous reproduisons ce qui suit

de cet intéressant rapport*):

"Tous les critères classiques que nous fournissent la production, les prix et la balance commerciale témoignent que le niveau général du bien-être n'avait jamais été plus élevé depuis 1929. Nous sommes donc fondés à rechercher dans quelle proportion le travailleur a bénéficié de ce retour d'abondance. Quelle a été la répercussion de celui-ci sur le marché de l'emploi? S'est-il traduit par une réduction de la durée du travail et une augmentation des loisirs? A quel degré les salaires et les conditions de travail des ouvriers ont-ils participé au mouvement ascendant des prix et des profits?"

"A en juger d'après le premier critère et le plus important --l'état du marché de l'emploi--il est hors de doute que, dans la plupart des pays, la situation du travailleur industriel était bien meilleure en 1937 qu'à aucun autre moment depuis 1929.... Dans 12 des 22 pays pour lesquels on peut faire état de nombres-indices, le niveau moyen de l'emploi a été, pendant toute l'année, plus élevé que celui de 1929! Le chômage était néanmoins resté considérable. Une comparaison internationale est dans tous les cas difficile à établir. Les chiffres pour 15 pays différents dont nous disposons sur l'état du chômage"ont été établis à l'aide de méthodes différentes; ils ne sont donc pas comparables de pays à pays.. Il va sans dire que le nombre des chômeurs inscrits varie en fonction du perfectionnement du mécanisme d'enregistrement et de la rigueur de la définition du chômage. Dans certains pays, les travailleurs qui sont sans emploi pendant quelques jours sont inscrits comme chômeurs alors qu'ailleurs la statistique en ferait abstraction. Enfin il existe dans chaque pays, un certain nombre de chômeurs inaptes au travail."(En Allemagne ceux-ci ne sont pas compris dans le nombre des chômeurs. Non seulement les 400.000 ouvriers occupés au service du travail ne sont, en Allemagne pas enregistrés comme chômeurs, mais on exclut également des statistiques de chômage les ouvriers des travaux de secours officiels. Si par exemple les Etats-Unis appliquait ce système nazi, ils auraient 3 à 4 millions de chômeurs de moins à enregistrer. - Réd.)

"Dans nombre de pays, le relèvement du niveau de l'emploi est certainement dû pour une part appréciable à la production, que l'on

*) Les en-têtes sont de notre
rédaction.

s'efforce de porter au maximum, des armements de toute sorte, soit pour les besoins nationaux, soit pour l'étranger. De plus, l'effectif est considérable des hommes qui, de la vie industrielle, ont été mutés aux armées. Si aucun chiffre officiel sur ce point n'est publié, le fait ne peut cependant être contesté. En Chine, au Japon, en Allemagne, et en Italie, des centaines de milliers d'hommes ont été ainsi incorporés. En Espagne la majeure partie de la population mâle est sous les armes. Dans d'autres pays, tels que la France et les Pays-Bas, la période du service militaire a été prolongée. En Grande-Bretagne le personnel de la marine et de l'aviation de guerre a été rapidement augmenté. Il s'ensuit que non seulement l'effectif des chômeurs a diminué, mais encore qu'il y a eu réduction des travailleurs qualifiés de l'industrie, notamment dans les pays où la conscription est en vigueur. Les armées modernes en effet, n'ont pas seulement besoin d'une quantité illimitée de combattants; elles réclament aussi de nombreux ouvriers d'une grande habileté professionnelle. Telle est, sans aucun doute, une des causes, mais non la principale, de la pénurie de main-d'œuvre spécialisée qui a été signalée dans de nombreux pays. Si les besoins militaires en sont partiellement responsables, cette disette est presque toujours due cependant, en premier lieu, au nombre insuffisant d'apprentis formés pendant la crise." Des plaintes au sujet de la pénurie d'ouvriers spécialisés sont signalées de France, Belgique, Australie, Canada, Tchécoslovaquie, Grande-Bretagne, Grèce, Nouvelle-Zélande, Pologne, Etats-Unis et d'Allemagne en ce qui concerne les industries lourdes.

La pression sur les salaires en Allemagne

Comme on pouvait le prévoir, la reprise de l'activité économique a eu pour corollaire un relèvement général des salaires. Dans tous les pays où ils sont établis, les indices accusent une augmentation des taux des salaires réels ou des gains par rapport à 1929. (Salaire réel = pouvoir d'achat du salaire nominal). Le seul pays qui fait exception est l'Allemagne, où les taux des salaires réels ont flechi d'environ 6 pour cent en regard des chiffres de 1933, tandis que les taux nominaux sont demeurés à 79 pour cent du niveau de 1929. Mais l'Allemagne présente un cas exceptionnel, car les taux des salaires y sont stabilisés par décret et les prix maintenus à un bas niveau correspondant. Ce système combine de fixation des salaires et des prix a pour principal objet d'empêcher la hausse des salaires et, partant, celle des prix, de revient. S'il était loisible aux employeurs d'offrir des taux de rémunération plus élevés, la pénurie de techniciens, dont souffrent maintes branches d'activité, provoquerait aussitôt une compétition pour l'embauchage de travailleurs qualifiés, ce qui entraînerait une augmentation des prix de revient, et l'Etat qui est le principal client serait contraint de déboursier davantage. Ainsi que l'a déclaré un publiciste allemand bien connu: " Dans l'ensemble, la situation du travailleur ne s'est pas améliorée autant que la situation économique générale. Cela est indéniable, encore que de nombreux employeurs fussent disposés à payer de plus hauts salaires, surtout pour se procurer des ouvriers qualifiés. L'Etat est même intervenu pour interdire de débaucher les travailleurs en leur offrant ailleurs une plus forte rémunération. Toute publicité ayant pour objet d'obtenir de la main-d'œuvre dans l'industrie des métaux et du bâtiment est subordonnée à l'agrément des autorités, qui n'ont rien épargné pour empêcher que le libre jeu de l'offre et de demande de main-d'œuvre influât sur les taux de salaires. D'autre part, les prix des principaux articles d'alimentation et de consommation courante ont été, de même, rigoureusement fixés et si des profits industriels importants sont obtenus, c'est à l'Etat qu'ils échoient plutôt qu'aux capitalistes privés. " Lorsque des bénéfices industriels élevés sont réalisés cela signifie l'intensification de la politique d'investissement des pouvoirs publics, car ils font retour à ceux-ci, sous forme d'achat de titres d'Etat par les entreprises intéressées et le gouvernement s'en sert à nouveau pour poursuivre sa politique. " En fait l'économie allemande a subi une révolution de structure et les traits classiques de l'ancien régime capitaliste ne s'y retrouvent qu'en très petit nombre. Le " libre entrepreneur " a vécu. Les entreprises privées sont devenues des fiefs de l'économie nationale (Volkswirtschaftlich Lehen). L'Etat a en quelque sorte des intérêts dans chaque firme allemande. " (Der " Deutsche Volkswirt " , 6 août 1937). ** " Frankfurter Zeitung, 1er janvier 1938.

(Cette réflexion citée par M. Butler du " Deutscher Volkswirt " doit certes être considérée avec une extrême prudence. L'article auquel a été empruntée la phrase citée poursuit ainsi: " Lorsque l'entreprise * Dr. Nonnenbruck, " Völkischer Beobachter " 21 mars 1937.

est un fief de l'économie nationale, son maintien, c'est-à-dire le rendement du capital investi, devient un intérêt public." Il en résulte des "modifications dans une politique financière et fiscale.. qui considère comme important le principe du maintien et de l'accroissement (!) du capital nominal investi dans une entreprise".

Dans l'article cité, le "Deutscher Volkswirt", en tant que porte-parole du grand patronat, protestait, invoquant des théories du programme national-socialiste, contre les prélèvements sur les capitaux réclames depuis le début de 1937 par des intellectuels nazis, pour financer les armements, et demandait une politique fiscale ménageant davantage le grand capital.)

ainsi M. Butler

"A supposer que nous possédions les données nécessaires pour procéder à une telle opération, il nous serait encore impossible d'analyser d'une manière absolument complète le fonctionnement du système complexe d'une économie dirigée par l'Etat selon les principes du national-socialisme. On admet que le niveau de vie en Allemagne n'est pas élevé. Le Dr. Schacht a dit notamment à cet égard: "La politique de notre Führer a, de toute évidence, marqué un progrès considérable en réintégrant au travail des millions de chômeurs allemands. Mais, à quelqu'un qui nous demanderait aujourd'hui si la rémunération de ces travailleurs est vraiment satisfaisante, nous répondrions tous très franchement qu'il n'en est rien. L'ouvrier consent également, à l'heure actuelle, des sacrifices il lui suffit d'avoir retrouvé du travail pour être heureux. Mais le salaire qu'il touche ne lui permet pas la moindre prodigalité." (Germania - 30-1-38) La même idée a été fréquemment reprise par M. Hitler.

"Heures supplémentaires sur heures supplémentaires"

"Le nombre des heures de travail a été augmenté dans deux pays qui sont en état de guerre, le Japon et l'Espagne. Au Japon les employeurs ont été invités à "limiter volontairement la durée quotidienne du travail à 12 heures au maximum, étant entendu que 2 heures supplémentaires pourraient être effectuées dans les cas reconnus d'extrême urgence." Dans l'Espagne républicaine, les travailleurs se sont déclarés d'accord avec ce que, provisoirement pendant la durée de la guerre libératrice, la semaine de 48 heures soit abrogée et remplacée par la semaine de 40 heures en vue de faire face aux besoins de la guerre. Néanmoins, la semaine de 40 heures reste la règle dans les mines de charbon et pour tous autres travaux insalubres effectués dans les autres mines.

"Au moment où, en raison de la fatigue, le rendement horaire de l'ouvrier commence à diminuer, une prolongation de la durée du travail cesse peu à peu d'être rémunératrice, et cela est particulièrement vrai lorsque cette prolongation est obtenue au moyen d'heures supplémentaires payées à un taux majoré. Pour les travaux d'armement, par contre, la situation est tout à fait différente; on se préoccupe avant tout, non du prix de revient économique, mais de la rapidité de production. Pour l'Allemagne par exemple, la seule indication que fournisse la statistique est qu'en septembre 1937 la période quotidienne moyenne de travail a été de 8,28 heures dans la construction mécanique, 8,06 heures dans l'industrie des articles en métal autre que le fer, 7,84 heures pour la fabrication du fer et de l'acier et 7,74 heures dans l'industrie des articles de fer ou d'acier. Comme il s'agit de moyennes, on peut supposer que dans certaines branches d'activité l'horaire est sensiblement plus long. Il est certain que la période quotidienne de travail a été augmentée dans tous les cas où on a pu le faire."

"Les services d'inspection du travail, en autorisant certaines entreprises à faire des heures supplémentaires, ou à travailler le dimanche, ont tenu compte non seulement des besoins de l'armée, mais aussi des intérêts du commerce d'exportation et de la nécessité de produire de nouvelles machines et des matières premières afin d'assurer l'exécution du plan de quatre ans. Une autre indication de la mesure dans laquelle on a recouru en Allemagne à la prolongation de la durée du travail, est fournie par le fait que, dans les industries travaillant à la fabrication d'instruments de production, "ou le besoin d'une extension de la période de travail est ressentie avec le plus d'acuité, la journée de travail a déjà atteint le maximum possible dans la situation présente. La durée du travail ne pourrait être prolongée que dans un petit nombre d'industries produisant des objets de consommation; mais, dans ces industries, l'augmentation du volume de l'emploi est limitée par les difficultés du ravitaillement en matières premières. (Institut für Konjunkturforschung, 26-1-38)

On peut juger de l'effort qui est réclamé des travailleurs occupés dans les fabriques d'armements, en particulier dans les usines d'aviation par ces paroles récentes du maréchal Göring: "Je fais appel aux ouvriers

allemands pour qu'ils travaillent infatigablement. Je sais que j'exige beaucoup d'eux, et qu'ils devront effectuer heures supplémentaires sur heures supplémentaires. Mais ils forgent l'épée de la nation et ce seul fait leur procure déjà une satisfaction intime." (Berliner Tageblatt" du 2 mars 1938).

A juste titre, le Directeur du Bureau international du Travail, s'abstient de caractériser cette affirmation de Göring.

Augmentation ultérieure des maladies professionnelles dans l'Allemagne nazie. (I.T.F.) En 1937, première année du deuxième plan quadriennal du réarmement allemand le nombre des cas de maladies professionnelles notifiées a

plus que doublé! Pendant les premiers quatre ans le nombre des cas notifiés avait déjà augmenté de 6.671 (en 1932) à 10.570 (en 1936). En 1937, année où l'emploi des matières de remplacement et les méthodes d'houspillage ont été aggravées, le nombre des maladies professionnelles a déjà monté à 22.367. Dans cette unique année, on constate par conséquent une augmentation jusqu'à plus du double." (Bulletin officiel pour les Assurances sociales - Berlin, 25 mai 1938)

Contrats d'entreprise en Allemagne (I.T.F.) La dictature nazie a, dans la loi sur la réglementation du Travail national, donné aux employeurs allemands le droit de régler les conditions de travail et de salaire de leur personnel dans des ordonnances intérieures (Betriebsordnung). Ce n'est que pendant une période de transition que les employeurs seront encore liés par ordonnances collectives, arrêtées par des fonctionnaires, les Commissaires au Travail. Quelques entreprises, telles que le consortium de construction d'avions Junkers et la société d'armement* "Braunkohle", ont déjà été exemptées de l'application des ordonnances collectives. * rhenane

Toutes les entreprises occupant plus de 20 personnes ont dû, entre le 1er mai et le 1er octobre, mettre en vigueur des "ordonnances intérieures". Des enquêtes faites par le Front allemand du Travail en 1936 donnèrent une idée de la manière dont les employeurs avaient usé de leur droit de souveraineté. "L'image d'ensemble des contrats d'entreprise n'est pas très réjouissante" -- ainsi écrivait le Commissaire au Travail pour la Westphalie dans le "Ruhrarbeiter" (5ème édition de septembre 1936). "Des phrases au début, des phrases à la fin, au milieu à la queue leu leu les articles qui doivent en tous cas y être et la voilà prête l'ordonnance modèle qui doit être comme la carte de visite de l'entreprise. Quelques-unes de ces ordonnances paraissent de vrais codes pénaux" -- ainsi écrivait le "Angriff" du 1er octobre 1936. L'éducation des employeurs pour la "communauté populaire" nazie semblait prendre du temps.

Il ressort de constatations récentes du Front du travail qu'encore deux années de "communauté populaire" n'ont eu aucun effet. "Der Vertrauensrat", organe bi-mensuel de l'Office social du Front allemand du travail, donne (dans son numéro du 25 mai) un aperçu du contenu des ordonnances établies ces derniers temps et écrit: "Il existe, notamment dans des entreprises qui, étant surchargées de commandes, se trouvent aux prises avec une certaine pénurie de main-d'oeuvre, des ordonnances intérieures dont les clauses relatives aux heures de travail offrent trop de latitude... il y est stipulé que le chef d'entreprise peut, avec l'approbation ou même après consultation des hommes de confiance (-choisis par lui-Réd.) prolonger de 6 ou de 12 heures la durée du travail de 48 heures par semaine. Il existe des dispositions stipulant l'infliction d'amendes, par exemple en cas de mauvais travail ou lorsqu'un ouvrier fait trop de casse ou de déchets." D'autres ordonnances contiennent "comme partie principale (!) une énumération de plusieurs pages des raisons pouvant motiver un renvoi... Bien des ordonnances prévoient des délais, après lesquels il y a prescription, bien inférieurs aux délais légaux.. En ce qui concerne le délai-congé aussi, les ordonnances dépassent souvent ces derniers temps une juste mesure. Vu le manque de main-d'oeuvre la possibilité pour l'ouvrier individuel de changer d'emploi a pour des considérations d'ordre supérieur été restreinte... Fixer outre cela, des délais-congés longs, de six mois ou un an (!), donne à réfléchir."

Les Nazis ont détruit les syndicats et fait de l'employeur le maître incontesté dans l'entreprise. Ils s'effraient à présent de voir avec quel manque de scrupules les employeurs usent contre leurs salariés du droit de souveraineté qui leur a été conféré.

EFFERVESCENCE EN AUTRICHE

Hausse du coût de la vie, disette (I.T.F.) et dépression des salaires.----- Depuis la conquête de l'Autriche, les prix y montent rapidement au niveau allemand plus élevé et les qualités bon marché disparaissent du marché. Dans quelques établissements les ouvriers ont arraché des indemnités de vie chère. Le Commissaire d'Hitler a toutefois interdit à présent le paiement de ces indemnités. Dans un manifeste (date du 28 mai) il dut reconnaître que "dans d'autres branches de l'économie aussi, on ose demander des prix excessifs". "Des parasites avides de lucre veulent, en augmentant les prix, déprimer davantage le niveau de vie", en dépit du fait que "tout le monde sait combien la misère est grande". Pourtant il "faut à aucun prix entreprendre à l'heure actuelle quelque chose en matière de salaire... Je donne un dernier avertissement..."

Le coût de la vie monte mais il est interdit de payer des indemnités de vie chère.

Un ravitaillement abondant et à bon compte de la population autrichienne serait facilement possible si ne fût-ce qu'une partie des devises étrangères confisquées par les Nazis, après leur entrée en Autriche, à la Banque nationale de ce pays, était affectée à ce but. Les Nazis toutefois, veulent garder cette proie au profit de leur préparatifs de guerre. Ils ont par conséquent comprimé l'importation de denrées alimentaires et se contentent dans leur "lutte contre la vie chère" de tracasser le commerce de détail aucunement coupable de cette hausse des prix.

Fin mai, il y eut sur le marché des vivres à Vienne des troubles; la police dut intervenir contre les ménagères qui protestaient. Des difficultés assez graves se seraient aussi produites dans des maisons de gros à Vienne. Les ouvriers exigèrent à nouveau des indemnités de vie chère. On fait les pires reproches aux agitateurs nazis. Ils avaient promis pendant des années que dès que la croix gammée flotterait sur Vienne, on y paierait les salaires allemands plus élevés alors que les prix auraient tendance à baisser. A la place de cela les prix allemands plus élevés sont à présent en vigueur en Autriche, mais il est défendu de majorer les salaires dévalués par la hausse du coût de la vie.

Front du travail nazi en Autriche (I.T.F.) Le jour même où le Commissaire d'Hitler en Autriche introduisit le paiement d'indemnités de vie chère, il ordonna l'extension à l'Autriche du Front du travail allemand. L'organisation du Front allemand du travail est destinée à surveiller en tant qu'organisation auxiliaire de la Gestapo, le personnel dans les entreprises et en même temps à faire de la propagande pour le national-socialisme: "Le Front allemand du travail est, de même que les SA et SS une section du parti" ainsi déclara le Commissaire d'Hitler lors de la première session du Front du travail à Vienne. "Il faut qu'en Autriche, le Front du travail soit érigé de façon à devenir l'instrument le plus puissant du parti" ("Neues Wiener Tagblatt" 31 mai 1938). Jusqu'au 1er août, le syndicat unique créé dans le temps par la dictature catholique ainsi que les Chambres du travail devront être liquidés. En Allemagne on avait en 1933 rempli les bureaux du Front allemand du travail avec des permanents de l'Organisation des cellules d'entreprise (N.S.B.O.). Peu de temps après, la N.S.B.O. fut privée de tout pouvoir et depuis 1934 elle n'existe au fond plus que sur le papier. En Autriche, l'organisation des cellules d'entreprise resta pendant la dictature catholique une section du Parti pour la propagande parmi les ouvriers et les chômeurs. Après la conquête de l'Autriche la N.S.B.O. eut le droit de se laisser aller à son antisémitisme; des permanents des cellules d'entreprise eurent des postes bien rétribués de commissaires dans des entreprises juives, mais lors de la constitution du Front allemand du travail, la N.S.B.O. fut éliminée sur un ordre personnel d'Hitler ainsi que le communiqua le 28 mai le chef pour le district de Vienne. Les chefs régionaux du Front du travail détiennent en même temps la fonction de chef de district du parti nazi; les chefs arrondissementaux du parti nazi dirigent les arrondissements du Front du travail et les chefs locaux les sections locales. Parmi les sept chefs régionaux du parti nazi qui dirigent le Front du travail, il y a deux juristes, un médecin, un officier de carrière.

Ces dirigeants ne sont pas assistés de membres de l'organisation autrichienne des cellules d'entreprise, même pas en qualité de conseillers. Comme conseillers on a fait venir d'Allemagne sept chefs régionaux et 76 chefs arrondissementaux du Front allemand du travail.

C'est le fonctionnaire berlinois du parti nazi Hupfauer qui est chargé de surveiller la constitution du Front du travail en Autriche. En incorporant ces étrangers dans l'organisation, le parti nazi espère pouvoir arriver à un organisme dont on peut se servir avant autant de rigueur contre des ouvriers nazis dans l'opposition que contre des Marxistes.

La chasse aux places à Vienne. (I.T.F.) Au Autriche les conquérants allemands se battent avec les Nazis autrichiens autour des bonnes places. A Vienne on distribue des tracts clandestins publiés par des nationaux-socialistes déçus et visant "MM. les fonctionnaires du Reich qui viennent inonder notre pays et accaparent partout les bon postes". Bürckel, le Commissaire d'Hitler s'est élevé le 7 mai contre ces mouvements de protestation dans une lettre ouverte qui a dû être reproduite dans tous les quotidiens autrichiens: "Qui a droit à la direction en Autriche?" ainsi demande-t-il ouvertement. "Je dois vous dire qu'il est fort difficile de répondre à cette question.. C'est pourquoi j'ai établi des directives suivant lesquelles seul le national-socialiste a droit à un poste." Le cas peut naturellement se produire que deux Nazis pouvant faire valoir les "titres" égaux postulent le même emploi. Le Commissaire d'Hitler qui a cinq années de pratique dans le paradis des bonzes allemands sait se tirer d'affaire; " Lorsque le cas se produit que deux membres du parti ayant des titres égaux font valoir des droits à un seul et même emploi, je ferai mon possible pour casser l'un des deux dans une autre région en Autriche ou bien dans le Reich allemand." ("Neues Wiener Journal" du 7 mai 1938)

Les mécontents ont répliqué au commissaire d'Hitler dans leur journal clandestin, le "Oesterreichischer Beobachter"; ce journal, divulgue clandestinement pendant des années avec l'aide de Berlin, contre la dictature catholique, est dirigé aujourd'hui par des Nazis mécontents contre le commissaire qui leur a été imposé par Hitler.".... Nous n'avons pas souffert et combattu pour faire maintenant le concierge et voir des Prussiens et d'autres étrangers à tous les postes plus élevés."

Le Commissaire d'Hitler a répondu à son tour (le 25 mai) dans un appel rédigé sur un ton acerbe contre les éléments d'opposition. Il les qualifie de "parasites de la communauté populaire"; il les traite de "fainéants et de quémandeurs de places sans vergogne" et annonce des mesures rigoureuses contre les éléments d'opposition nazis qu'il est "fermement décidé non seulement à éloigner à jamais du parti mais aussi à mettre par tous les moyens disponibles hors d'état de nuire." A la mi-mai la Gestapo a arrêté les premiers Nazis dans l'opposition. Les organes clandestins n'en continuèrent pas moins à paraître. Au début de juin on arrêta un groupe Viennois chefs des S.A., dans lesquels les Nazis allemands croyaient voir les chefs de file de l'opposition. En même temps les employeurs furent invités non sans menaces à garder pour les miliciens sans travail des S.A. et S.S. "tous les postes vacants, spécialement les "places de confiance" mieux rétribuées" ("Neues Wiener Tagblatt", 2 juin 1938). Les Nazis prussiens espèrent qu'on les laissera en paix dans leurs prébendes, si des éléments de l'opposition sont casés par eux dans les entreprises privées.

Cheminots autrichiens en Autriche (I.T.F.) Quelques mécaniciens autrichiens mutés en Allemagne, ont à plusieurs reprises, dû faire jusqu'à 21 heures de service coupées seulement de trois courts repos. Selon le règlement officiel sur les heures de travail, l'amplitude de la journée de service pour le personnel de la locomotive ne peut pas excéder 16 heures dont au moins 6 heures de repos. Des amplitudes de 21 heures constituent non seulement une exploitation éhontée et illicite du personnel mais comportent aussi de graves dangers pour la sécurité du trafic. Les mécaniciens autrichiens protestèrent. Le chef de dépôt repoussa d'un ton rude leur requête déclarant que les Autrichiens paraissaient manquer d'"esprit national" et qu'il leur fallait encore beaucoup apprendre dans l'Allemagne nazie.

Dans les ateliers de réparations et d'entretien courant de la Reichsbahn à A. et K. des ouvriers autrichiens furent embauchés fin avril. On leur avait promis, outre le salaire du tarif, une indemnité d'éloignement de 1 mark 50 par jour ainsi qu'un bon logement. Jusqu'ici aucun des Autrichiens n'a touché l'indemnité promise et ils doivent coucher sur des châlits en bois avec une couverture en laine et sans oreiller. Après quinze jours tout un nombre d'Autrichien déçus s'en retournèrent en Autriche, sans se soucier du fait que comme punition, l'allocation de chômage allait leur être retenue pendant 6 semaines.

Qu'est ce qui viendra après le Troisième Reich?-----

procéda récemment aux examens. Un apprenti qui avait réussi à l'épreuve technique avec note "très bien" échoua à l'épreuve sur "l'orientation générale" parce qu'il n'avait pas répondu comme il fallait à une question de ses examinateurs. On lui avait demandé ce qui viendrait après le Troisième Reich. Sans réfléchir beaucoup, le garçon répondit : "Le Quatrième".

Il n'avait pas compris, le pauvre que le Troisième Reich sera éternel!....

Logements insuffisants à bord de navires italiens.-----

(I.T.F.) Lembo, le secrétaire de la Fédération fasciste des gens de mer italiens a, dans une interview à un rédacteur du quotidien romain "Il Lavoro Fascista" ^{declara} qu'il n'existe pas jusqu'ici en Italie--après 12 années de bénédictions fascistes!--"de prescriptions uniformes concernant les exigences auxquelles doivent satisfaire les logements des équipages, à bord". Vu que des prescriptions précises faisaient défaut, les autorités des ports (de l'Etat totalitaire!) et les organisations syndicales n'avaient pas toujours réussi à abolir les déficiences sur ce terrain. ("Il Lavoro Fascista" du 8 avril 1938)

Depuis 12 ans les ministres italiens dictent des décrets comme bon leur semble. Néanmoins, les fascistes n'ont pas trouvé jusqu'ici le temps de s'occuper de prescriptions minima concernant la grandeur de l'installation du logement des équipages, de la cuisine, sur la ventilation et les lavabos. Il n'y a même pas de disposition légale au sujet de l'installation à bord de cabines pour des malades. Il n'y a pas de minima pour le tableau des rations ni quant à la quantité d'eau potable à laquelle a droit chaque homme.

Seulement, ainsi assura le secrétaire fasciste, prochainement(?) quelques lois seront promulguées pour régler toutes ces questions. Toutefois elles n'entreraient en vigueur que graduellement. L'Etat "autoritaire" fasciste a beaucoup d'égards pour Messieurs les armateurs. Les marins n'ont qu'à rester en attendant dans leurs logements inconfortables.
